

On ne se porterait pas mieux!

L'avenir de notre pays aurait-il été meilleur si le retour des militaires dans les casernes n'avait pas été réussi en décembre 1991? Ou si l'amorce de la démocratisation n'avait pas été opérée à temps, au tout début des années 90? Ou si la "République des sables", comme l'appellent certains, n'avait pas instauré une démocratie adaptée à nos réalités et nos spécificités mauritaniennes? Se serait-on porté mieux ou aurait-on été balayé et englouti si cette démocratie n'avait pas été contrôlée pour rester taillée à notre mesure et évoluer et grandir comme tout nouveau venu faisant ses petits pas, corrigeant ses erreurs et espérant un jour devenir grand? Quoi que l'on en pensera, une chose est sûre : la Mauritanie s'est glissée doucement dans un système multipartite que son peuple n'avait jamais connu depuis

son indépendance.

Le profond mouvement de liberté dans lequel le peuple s'est vite retrouvé pouvait pourtant porter un coup dur à sa position de pays trait d'union entre le Maghreb et l'Afrique noire, entre le Sahara et le Sahel, entre l'océan et le désert, si l'on se souvient qu'il venait d'échapper à une double menace d'éclatement : le coup d'Etat manqué "à caractère racial et sectaire qui allait faire éclater le pays tout entier en 1986" et les douloureux événements de 1989 qui prirent des tournures tragiques et colorées, même si ils l'opposaient à un pays frère et voisin. N'eut été le mutisme, la sagesse et la prudence du premier citoyen pour ramener la raison à la maison, les démons de la guerre civile et de l'anarchie auraient pris le dessus.

On ne se porterait pas mieux!

Ramener la raison à la maison

En laissant le temps refermer les plaies, cicatrises les blessures et faire disparaître les séquelles - on l'espère à jamais - c'était un long processus de retour à la normale avec le Sénégal qui allait s'engager et dont le couronnement des efforts des uns et des autres sera un respect et une estime réciproques davantage plus grands et plus conscients de l'intérêt pour ces deux peuples de vivre en harmonie. Autant les événements ont été tragiques et douloureux de part et d'autre, autant ils ont été bénéfiques et révélateurs des dangers qui menacent la coexistence même des Mauritaniens et des Sénégalais et surtout la stabilité de la sous-région. En juin 2000, la crise dite des vallées fossiles allaient achever de convaincre tout le monde (y compris le nouveau président sénégalais) que ce retour à la normale était irréversible et que Mauritaniens et Sénégalais sont "un seul peuple avec deux Etats".

Aussi bizarre que cela puisse l'être, les événements de juin 2003 auront la même conséquence sur les Mauritaniens qui ont, sous les bruits des bottes et les tirs de canons de char, pris grandement conscience de la fragilité de leur démocratie, de leur liberté voire de leur unité. La vacance du pouvoir pendant 48 heures durant lesquelles l'Etat n'existait plus et les citoyens ne pouvaient quitter leurs domiciles même pour s'approvisionner de crainte de recevoir une balle perdue, la liberté de circuler s'était arrêtée comme une horloge en panne, l'insécurité régnait au profit des dangereux criminels et prisonniers libérés de la prison à la faveur des événements, tout cela devait ramener au souvenir des Mauritaniens les souvenirs déjà lointains de l'instabilité du pays, du régime d'exception, de l'incertitude et de la fragilité de leur unité. Non seulement ils ont unanimement condamné cette

"lâche tentative de déstabilisation", mais ils ont eu, juste après, tout le loisir de comparer la situation du pays dans laquelle ils vivaient depuis la démocratisation à celle dans laquelle ils se retrouveraient si le coup d'Etat manqué des 8 et 9 juin avait réussi. Sans aucun doute, leur conviction aura été qu'on se porterait pas mieux ! Et pour les plus incrédules, août et septembre 2004, viennent confirmer la donne puisqu'ils ont plongé le pays dans une atmosphère de peur et de pression qui les ont renforcé dans leur conviction que rien ne saurait égaler la paix, la stabilité, la sécurité et la liberté.

Il s'agit là en tout cas d'un constat que la classe politique, à gauche comme à droite et au centre, si centre il y a, éprouve d'une manière ou d'une autre, sachant que tous, ont condamné la violence et le recours à la force pour changer le pouvoir en place et comme moyen d'accéder à la magistrature suprême.

Le long processus du retour à la normale

Pourtant, le retour à la normale engagé au lendemain des événements de juin 2003 par une visite au Royaume d'Espagne, puis une autre quelques jours après à l'intérieur du pays (à Zouérate le 12 juillet 2003), puis le maintien de l'élection présidentielle à sa date (le 7 novembre 2003) et le lancement de sa campagne électorale en octobre 2003 en plein Ramadan, donneront aux Mauritaniens une envie réelle de tourner la page et oublier rapidement cette fausse note du parcours de leur démocratie, devenu subitement un triste souvenir.

Le Pouvoir en place ne rêvait pas mieux et il s'emploiera à mettre dans le même sac, ceux qu'il considère comme de mauvais citoyens parce qu'ils ne l'ont jamais porté dans leurs coeurs lui refusant depuis toujours sa légitimité, le haïssent et ne croient pas en sa bonne

foi de vouloir hisser la Mauritanie parmi les nations développées, fortes, riches et prospères.

Même si la campagne du candidat sortant Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya était, de loin, la plus moderne (il la mènera dans tout le pays accompagné de son épouse) et la plus mobilisatrice avec l'apparition pour la première fois des initiatives de soutien où les femmes et la jeunesse feront la différence pour ce candidat, alors que celles des autres candidatures étaient très engagées et versaient dans des menaces à peine voilées de recourir à la force pour réussir l'alternance, les scores réalisés par les candidats de l'opposition, surtout traditionnelle (Ahmed Ould Daddah et Messaoud Ould Boulkheir) impliquaient, quelque part, une certaine envie d'en finir avec eux que le Pouvoir souhaitait. Encore fallait-il trouver un moyen habile de le faire?

Pour le candidat Mohamed Khouna Ould Haidalla, le document dit "Grab-1" dont il est accusé suffira déjà pour le mettre hors jeu pour cinq années à venir. Ce qui sera fait en décembre 2003 mais l'année 2004 qui s'ouvrait allait être une année politique difficile pour le Pouvoir qui avait sur le dos, à la fois, une opposition traditionnelle dont les scores (entre 6 et 7%) l'obligeaient à donner le meilleur d'elle-même pour prouver le contraire, et une nouvelle opposition née de la mouvance Haidalla dont le score de 18% lors de l'élection présidentielle portait en fumée parce qu'elle n'avait ni parti politique ni droits civiques et politiques pour continuer son action et donc, qui chercherait dans la confrontation avec ce Pouvoir une manière de rester en vie pour bousculer les choses.

Ainsi, le retour à la normale, après les événements de juin 2003 se faisait difficilement, lentement mais sûrement puisque le peuple soutenait le Président Ould Taya, artisan de sa démocratie et auteur incontesté de l'échec du putsch manqué des 8 et 9 juin 2003. Ce sacré

plébiscite devait reconforter le Pouvoir en place dans sa quête d'une nouvelle stabilité et d'une nouvelle opposition plus crédible et moins radicale. L'UFF qui avait soutenu la candidature de Ould Haidalla mais qui avait déjà amorcé plusieurs tentatives de dialogues avec le Pouvoir et la Front Populaire dont le candidat Chhib Ould Cheikh Melainine sortait de prison à la veille de l'élection présidentielle mais qui n'avait pas cherché à se présenter contre le candidat sortant Ould Taya étaient les deux formations politiques indiquées pour jouer ce rôle. Surtout que pour Ahmed Ould Daddah, l'accusation qui jette le discrédit sur son image, sera offerte sur un plateau d'argent par les meneurs putschistes arrêtés en septembre et octobre 2004, lesquels éviteront avoir au de sa part un soutien financier. Jugé avec eux, Ahmed Ould Daddah attend son sort, comme l'attendent ceux, parmi les islamistes et les Haidalliens qui avaient cru trouver en ce putsch du 8 juin 2003, une bonne raison pour forcer le pouvoir à accepter l'alternance qu'ils voulaient lui imposer.

C'est dire que ce long procès des putschistes, des islamistes et des leaders politiques doit être la dernière boucle de ce long processus de retour à la normale. Et, qu'encre une fois, on laissera au temps le temps nécessaire pour refermer les plaies, cicatrises les blessures et faire disparaître les séquelles. Certes, le long processus de retour à la normale peinera à s'achever du fait que certains meneurs putschistes restent insaisissables, échappent toujours à la justice et menacent de revenir pour changer le régime quitte à plonger le pays dans une guerre civile, mais c'est une menace qui ne peut être convaincante, puisque le cerveau du putsch manqué du 8 juin (Saleh Ould Henena) et son baroudeur (Abdarrahmane Ould Mini) ont été arrêtés avec armes et bagages et sont présentement jugés.

- MOHAMED OULD KHATTAT